

Question de Pierre GARZON relative à un commissariat de plein exercice à Villejuif

Monsieur le Préfet,

Votre rapport d'activité 2024 souligne avec force que « la sécurité et l'ordre publics nécessitent un engagement constant et une adaptation continue des méthodes » (chapitre L'État, garant de la sécurité et de la protection des populations, p. 21). Vous insistez notamment sur la nécessité de « renforcer la présence des forces de l'ordre dans l'espace public » (Focus PPG, p. 27), et vous rappelez que l'attractivité et le rayonnement du Val-de-Marne reposent sur des équipements de haut niveau et un cadre de vie sûr (chapitre L'État, acteur de la dynamique olympique, p. 11 et suivants).

Or, à Villejuif, nous faisons face à un paradoxe : la ville, appelée à devenir, avec la ZAC Campus Grand Parc et le Paris Saclay Cancer Cluster, un pôle scientifique et économique d'envergure mondiale en oncologie — secteur stratégique pour la France —, demeure privée d'un commissariat de plein exercice. Une telle carence fragilise l'ambition nationale que vous portez dans ce rapport : conjuguer sécurité, attractivité et développement durable des territoires.

À cette première réalité s'ajoute une autre, tout aussi structurante. À l'horizon 2026, Villejuif accueillera quatre lignes de transports lourds : les lignes 7, 14 et 15 du métro, ainsi que le tramway 7. Ce sont alors des centaines de milliers de voyageurs qui transiteront quotidiennement par notre ville. Qui peut imaginer qu'une commune dotée de moyens calibrés pour 60 000 habitants puisse, seule, assumer la gestion des enjeux de sécurité inhérents à une fréquentation quotidienne équivalente à celle d'une métropole ? L'ampleur de cette responsabilité excède largement le cadre d'une police municipale et appelle un engagement renforcé de l'État.

C'est pourquoi la municipalité a formulé une proposition claire : intégrer ce commissariat aux équipements de la ZAC Campus Grand Parc. Nous avons pris l'engagement d'en financer les murs, ne laissant à la charge de l'État que le foncier — qui lui appartient — et l'équipement. Cette offre, conforme à l'esprit de partenariat que vous mettez en avant (chapitre L'État, pilier de la cohésion sociale et des valeurs républicaines, p. 33), reste aujourd'hui sans réponse.

Ma question est donc directe : Conformément aux priorités affichées dans votre propre rapport, **quand et comment l'État entend-il donner une suite favorable à la création d'un commissariat de plein exercice à Villejuif, intégré au Campus Grand Parc, afin de garantir la sécurité des habitants, des voyageurs, des patients et des chercheurs qui participent au rayonnement international du Val-de-Marne ?**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de ma considération distinguée.

Pierre Garzon

Conseiller départemental – Canton de Villejuif